



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/TRANS/WP.30/2007/5  
24 novembre 2006

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

**COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS**

Groupe de travail des problèmes douaniers  
intéressant les transports

Cent quinzième session  
Genève, 29 janvier-2 février 2007  
Point 9 b) iii) de l'ordre du jour provisoire

**CONVENTION DOUANIÈRE RELATIVE AU TRANSPORT INTERNATIONAL  
DE MARCHANDISES SOUS LE COUVERT DE CARNETS TIR  
(CONVENTION TIR DE 1975)**

Révision de la Convention

Propositions d'amendements à la Convention  
transmises par la Communauté européenne

**GÉNÉRALITÉS**

1. L'annexe de ce document contient un projet de modification de la Convention TIR présenté par la Communauté européenne. Il convient de signaler que ce projet incorpore, dans la mesure du possible, les propositions de modification les plus récentes, telles qu'elles figurent dans le document informel n° 14 (2006) du Groupe de travail 30 (<http://www.unece.org/trans/bcf/wp30/wp30-informal-doc.html>). Les propositions de la Communauté européenne n'incluent plus les modifications de l'article 4 et de la note explicative 0.8.3, étant donné qu'elles ont déjà été adoptées par le Groupe de travail. Une proposition précédente tendant à modifier l'article 42 *bis* n'a pas été maintenue.

## Annexe

### Article 8

1. L'association garante s'engagera à acquitter les droits et taxes à l'importation ou à l'exportation exigibles, majorés, s'il y a lieu, des intérêts de retard qui auraient dû être acquittés en vertu des lois et règlements douaniers du pays dans lequel une irrégularité relative à l'opération TIR aura été établie. Elle sera tenue, conjointement et solidairement avec les personnes redevables des sommes visées ci-dessus, au paiement de ces sommes.

7. *Supprimé.*

### Article 11

1. En cas de non-apurement d'une opération TIR, les autorités compétentes devront:

a) Notifier le titulaire du carnet TIR par écrit du non-apurement, dès que possible; et

b) Notifier l'association garante du non-apurement, au plus tard un an à compter de la date à laquelle le carnet TIR a été accepté par ces autorités. Lorsque le certificat de fin de l'opération TIR aura été obtenu d'une façon abusive ou frauduleuse, le délai de notification sera de deux ans.

#### Note explicative à l'article 11, paragraphe 1

0.11-1 Les notifications adressées au titulaire du carnet TIR et à l'association garante devraient être envoyées en même temps.

#### Commentaire à l'article 11, paragraphe 1

##### *Délai de notification*

*En ce qui concerne le délai de notification à l'association nationale garante du non-apurement des carnets TIR, la date à prendre en considération est celle de la réception de la notification et non celle de son envoi. Toutefois, le choix de la méthode de preuve de la notification est laissé aux administrations douanières intéressées (la notification par pli recommandé pouvant par exemple être utilisée comme preuve de la réception). Si le délai est dépassé, l'association nationale garante cesse d'être responsable.*

##### *Notification au titulaire du carnet TIR*

*La notification au titulaire du carnet TIR doit être faite par transmission d'une lettre recommandée.*

2. Lorsque les sommes visées au paragraphe 1 de l'article 8 deviennent exigibles, les autorités compétentes doivent, dans la mesure du possible, en requérir le paiement de la ou des personnes directement redevables de ces sommes avant d'introduire une réclamation près l'association garante.

Note explicative à l'article 11, paragraphe 2

- 0.11-2 Les mesures à prendre par les autorités compétentes pour requérir le paiement de la ou des personnes directement redevables doivent au moins comporter la transmission de la réclamation de paiement au titulaire du carnet TIR ou à la ou les personnes directement redevables si celles-ci ne sont pas les personnes titulaires du carnet TIR.

Commentaire à la note explicative 0.11-2

*Identification de la ou des personnes directement redevables*

*Dans la majorité des cas, on considérera que le titulaire du carnet TIR est la personne directement redevable des sommes dues. Cependant, et sans préjuger des législations nationales, d'autres parties pourront également être identifiées comme étant directement redevables des sommes dues. Ces parties pourraient comprendre la ou les personnes qui ont retiré les marchandises du compartiment de chargement du véhicule scellé de façon illicite ou qui ont participé à cette soustraction.*

**3. Lorsqu'elles auront satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 a) et b) et au paragraphe 2, les autorités compétentes auront le droit d'exiger de l'association garante le paiement des sommes visées au paragraphe 1 de l'article 8.**

**4. La demande de paiement des sommes visées au paragraphe 1 de l'article 8 sera adressée à l'association garante au plus tôt trois mois, à compter de la date à laquelle cette association a été avisée que l'opération TIR n'avait pas été apurée ou que le certificat de fin de l'opération TIR avait été obtenu de façon abusive ou frauduleuse, et au plus tard deux ans à compter de cette même date. Toutefois, en ce qui concerne les cas qui sont déférés à la justice dans le délai susindiqué de deux ans, la demande de paiement sera adressée dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle la décision judiciaire est devenue exécutoire.**

Note explicative à l'article 11, paragraphe 4

- 0.11-4 Lorsqu'elles doivent prendre la décision de libérer ou non les marchandises ou le véhicule, les autorités compétentes ne devraient pas se laisser influencer par le fait que l'association garante est responsable du paiement des droits, taxes ou intérêts de retard dus par le titulaire du carnet, si leur législation leur donne d'autres moyens d'assurer la protection des intérêts dont elles ont la charge.

Commentaire à l'article 11, paragraphe 4

*Demande de paiement des droits et taxes*

*Avant de porter réclamation contre l'association garante, les autorités compétentes pourraient avoir la possibilité de faire un plein usage des délais prévus par le présent article pour identifier la ou les personnes directement redevables.*

*La demande de paiement devrait être accompagnée des documents pertinents prouvant son bien-fondé et sa validité. Lorsqu'une partie de la marchandise a fait l'objet d'une irrégularité, les autorités compétentes devraient en tenir dûment*

*compte dans la demande de paiement des droits et taxes non acquittés visés au paragraphe 1 de l'article 8.*

*Sans préjudice des dispositions nationales concernant le droit de recours, l'association garante qui obtiendrait d'autres preuves de la fin de l'opération TIR devrait transmettre ces preuves aux autorités compétentes qui ont notifié le non-apurement de l'opération TIR.*

**5. L'association garante disposera d'un délai de trois mois à compter de la date de la demande de paiement qui lui aura été adressée pour acquitter les sommes exigées ou, conformément aux lois de la Partie contractante, contester cette demande.**

Note explication à l'article 11, paragraphe 5

0.11-5 Si l'association garante est priée, conformément à la procédure prévue dans le présent article, de verser les sommes visées au paragraphe 1 de l'article 8 et ne le fait pas dans le délai de trois mois prescrit par la Convention, les autorités compétentes pourront exiger le paiement des sommes en question sur la base de leur réglementation nationale, car il s'agit alors d'une non-exécution d'un contrat de garantie souscrit par l'association garante en vertu de la législation nationale. Le délai de trois mois s'applique aussi lorsque l'association garante, à réception de la demande, consulte l'organisation internationale visée à l'article 6.2 sur sa position concernant ladite demande.

**6. L'association obtiendra le remboursement des sommes versées si, dans les deux ans suivant la date de la demande de paiement, il a été établi à la satisfaction des autorités douanières qu'aucune irrégularité n'a été commise en ce qui concerne l'opération TIR en cause.**

Note explication à l'article 11, paragraphe 6

0.11-6 Le délai de deux ans prescrit au paragraphe 6 de l'article 11 peut être prolongé conformément à la législation nationale ou à la pratique administrative.

## Annexe 9

### Troisième partie

#### **AUTORISATION DONNÉE À UNE ORGANISATION INTERNATIONALE À LAQUELLE IL EST FAIT RÉFÉRENCE À L'ARTICLE 1 r) D'ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT D'UN SYSTÈME DE GARANTIE INTERNATIONAL ET D'IMPRIMER ET DE DISTRIBUER LES CARNETS TIR**

#### Conditions et prescriptions

1. Les conditions et les prescriptions auxquelles doit satisfaire l'organisation internationale autorisée par le Comité de gestion à assumer la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement d'un système de garantie international et à imprimer et distribuer les carnets TIR sont les suivantes:

- a) Preuve qu'elle opère officiellement en tant qu'organisation représentative des intérêts du secteur des transports;
- b) Preuve de la solidité de la situation financière du système de garantie international;
- c) Preuve que son personnel possède les connaissances requises pour appliquer la Convention TIR comme il convient;
- d) Absence d'infractions graves ou répétées à l'encontre de la législation douanière ou fiscale;
- e) Établissement d'un accord écrit [ou de tout autre instrument juridique] entre elle et le Comité de gestion.

2. Afin d'être autorisée par le Comité de gestion TIR, conformément à l'article 6.2 *bis*, l'organisation internationale accepte, en signant l'accord visé au paragraphe 1 e), d'accomplir les fonctions suivantes:

- a) Fournir aux Parties contractantes à la Convention TIR, par l'intermédiaire des associations nationales affiliées à l'organisation internationale, des copies certifiées conformes du contrat général de garantie et la preuve de la couverture de la garantie;
- b) Informer les organes compétents de la Convention TIR des règles et des procédures de délivrance des carnets TIR par les associations nationales;
- c) Fournir aux organes compétents de la Convention TIR, tous les ans, des données globales sur les demandes de paiement émises, payées et pendantes;
- d) Fournir aux organes compétents de la Convention TIR des renseignements à jour et bien fondés sur les tendances que fait apparaître le nombre d'opérations TIR non terminées, et de plaintes reçues ou en instance qui pourraient faire douter du bon fonctionnement du système TIR ou rendre plus difficile le maintien en vigueur du système de garantie; et la preuve de la couverture de la garantie;

- e) Communiquer aux organes compétents de la Convention TIR des données statistiques sur le nombre de carnets TIR distribués à chaque Partie contractante;
- f) Fournir, à la demande de la Commission de contrôle TIR, des informations complètes sur le fonctionnement du système TIR, sans préjudice des règles de confidentialité, de la législation sur la protection des données, etc.; lorsque ces informations ne peuvent être données, l'organisation internationale explique les motifs juridiques ou autres de cette impossibilité;
- g) Donner à la Commission de contrôle TIR des explications détaillées sur le prix à l'émission, par l'organisation internationale, de chaque catégorie de carnet TIR;
- h) Prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire le risque de contrefaçon des carnets TIR;
- j) Prendre des mesures appropriées pour remédier aux lacunes ou défauts constatés dans le document douanier international, le carnet TIR;
- k) Intervenir en collaborant sans réserve dans les affaires où la Commission de contrôle TIR est appelée à faciliter le règlement d'un différend;
- l) Veiller à ce que les problèmes soulevés par une activité frauduleuse ou quelque autre difficulté rencontrée dans l'application de la Convention TIR soit immédiatement portés à l'attention de la Commission de contrôle TIR;
- m) [Compte tenu de la recommandation adoptée par le Comité de gestion TIR le 20 octobre 1995] [Conformément à l'annexe 10] sur [l'introduction d'un] [le] système de contrôle pour les carnets TIR, gérer le système de contrôle avec les associations garantes nationales affiliées à l'organisation internationale et les administrations douanières, et saisir les Parties contractantes et l'organe ou les organes compétents de la Convention TIR des problèmes d'une certaine importance rencontrés dans le fonctionnement du système;
- n) Fournir aux organes compétents de la Convention TIR des données et des informations statistiques sur les résultats obtenus par les Parties contractantes avec le système de contrôle;
- o) Chercher continuellement à améliorer le système de contrôle pour en faire un outil de gestion des risques et de lutte contre la fraude plus efficace;
- p) Se tenir disposée à tenir des réunions avec la Commission de contrôle TIR, le secrétaire TIR, le secrétariat TIR et d'autres organisations clefs concernées par le régime TIR;
- q) Offrir ses bons offices et son expérience pour soutenir la formation des parties intéressées, les associations nationales par exemple.

3. Lorsqu'une association garante est priée, conformément à la procédure prévue à l'article 11, de verser les sommes visées au paragraphe 1 de l'article 8, elle doit, conformément aux accords écrits visés à la note explicative 06.2 *bis* de l'annexe 6, informer l'organisation internationale de la réception de la demande. L'organisation internationale doit, dans le délai [de trois mois prévu au paragraphe 5 de l'article 11 pour le versement du montant de la demande par

l'association garante] [à convenir entre elle et l'association garante], informer l'association garante de sa position sur la demande.

4. Le Comité de gestion révoquera l'autorisation en cas de manquement grave ou répété à ces conditions et prescriptions. Dans le cas où le Comité de gestion décide de révoquer l'autorisation, la décision deviendra effective au plus tôt six (6) mois après la date de la révocation.

5. L'autorisation d'une organisation selon les termes établis ci-dessus sera sans préjudice des responsabilités de l'organisation selon la Convention.

-----